



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

|

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Futures énergies Investissements - Mont de l'Arbre

immeuble le Terra
250 rue Maryam Mirzakhani
34000 Montpellier

Références : D2 2024-1015
Code AIOT : 0005704317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement Futures énergies Investissements - Mont de l'Arbre implanté Parc éolien du Mont de l'Arbre 51240 La Chaussée-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 29/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des visites périodiques de contrôle des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Futures énergies Investissements - Mont de l'Arbre
- Parc éolien du Mont de l'Arbre 51240 La Chaussée-sur-Marne
- Code AIOT : 0005704317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Mont de l'Arbre est implanté sur le territoire de la commune de la Chaussée-sur-Marne. Il est constitué de 3 éoliennes et 1 poste de livraison.

Ce parc a fait l'objet d'un permis de construire délivré le 20 septembre 2007, et a bénéficié des droits acquis par acte préfectoral du 10 juillet 2012. Il a été mis en service en septembre 2010. Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 20/09/2007, article 1	Sans objet
2	Documents à disposition de l'IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mesures compensatoires	Autre du 20/09/2007, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conformité acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
6	Transmission de rapports à l'IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II	Sans objet
7	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
8	Formation et exercices d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
9	Mises à l'arrêt et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	Contrôles des brides et pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
11	Manuel d'entretien et registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
13	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
14	Formation de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
15	Garanties financières	AP Complémentaire du 10/05/2016, article 5	Sans objet
16	Voies d'accès et abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
17	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
18	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
19	Identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
20	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
21	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la visite n'appellent pas de remarque nécessitant de suite particulière de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 20/09/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Identité de l'exploitant et localisation des installations du site
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection l'extrait Kbis de l'établissement. La situation administrative du site a été vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents à disposition de l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition de l'IIC
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.
Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Les documents demandés ont été présentés. Les éléments utiles à l'inspection sont rédigés en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.[...] Lorsque ces données

sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Les rapports des suivis environnementaux sur les années 2016 et 2022 ont été transmis à l'inspection, ainsi que la preuve de téléversement des dernières données brutes sur le site https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/ . Le suivi réalisé en 2022 constitue le suivi à 10 ans du parc. Aucune mesure particulière n'est proposée et aucun bridage n'est mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Autre du 20/09/2007, article 1
Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires
Prescription contrôlée : Des mesures compensatoires conditionnaient la réalisation de ce parc éolien et concernent notamment la création d'une haie.
Constats : Pour la réalisation de ces mesures compensatoires, l'exploitant a sollicité la Fédération départementale des Chasseurs de la Marne. Une convention d'entretien jusque fin 2025 est signée. L'exploitant indique sa volonté de reconduire cette convention sur la totalité de la durée de l'exploitation du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité acoustique
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Une étude acoustique a été réalisée entre le 18/10 et le 02/11/2010. Son rapport daté du 17/01/2011 a été transmis à l'inspection. Elle conclut à des résultats conformes aux exigences réglementaires. Aucun bridage acoustique n'est mis en place. Aucune plainte n'est à déplorer concernant ce parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission de rapports à l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission de rapports à l'IIC
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : <ul style="list-style-type: none">- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;- les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.
Constats : Les différents rapports ont été transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Les périodicités sont respectées. Le contrôle visuel est réalisé au drone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation et exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices d'entraînement
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats : L'ensemble des équipes de mainteneurs est formé. Le sous-traitant en charge de la maintenance envoie périodiquement à l'exploitant les attestations correspondantes. Des exercices sont régulièrement réalisés, par roulement sur l'ensemble des parcs éoliens exploités par le groupe. Ils sont consignés dans un registre et le retour d'expérience bénéficie à l'ensemble des parcs du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mises à l'arrêt et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais [...] <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Les opérations de maintenance et de contrôles sont réalisées et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage. Notamment, les derniers essais d'arrêts ont été effectués le 12 mars 2024 sur l'éolienne n°3 (LCM03).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôles des brides et pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. « II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de

<p>fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>« III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Un protocole de maintenance et une procédure spécifique au serrage sont en place. Les résultats sont portés sur un registre.</p> <p>Les opérations de maintenance et de contrôles sont réalisées et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage. Notamment, les derniers contrôles des pales sur l'éolienne n°1 (LCM01) ont été effectués les 22 avril 2024 (contrôle visuel intermédiaire) et 18 juillet 2024 (contrôle annuel au drone) et le dernier contrôle des brides et serrages sur cette même éolienne a été réalisé le 24 avril 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée. Le registre des interventions sur l'éolienne n°3 (LCM03) est présent à l'intérieur du pied du mat. L'ensemble des interventions de maintenance est de plus repris dans un tableau de suivi informatisé et mis à jour au fil de l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'outil Trackdéchets est utilisé. La vérification réalisée par sondage a permis de constater que les indications portées sur les bordereaux de suivi des déchets (BSD), permettent d'identifier le groupe comme producteur des déchets, ainsi que de suivre les déchets du producteur à l'éliminateur final. En particulier, le bordereau n°20240219-AV15T9YXG concernait des déchets codifiés 20.01.35 "DEEE en mélange". L'inspection rappelle à l'exploitant que le nom du producteur des déchets du parc, devant apparaître sur le bordereau, est celui de son exploitant et non celui de sa société mère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : « Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : « - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; « - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; « - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; « - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; « - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). « Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Le Plan de Prévention du parc est régulièrement mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Formation de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Formation de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 [...].
Constats : Une procédure spécifique à la détection de glace et au redémarrage a été mise en place ainsi que des fiches réflexe. Selon les cas, la levée de doute est réalisée à partir des images provenant de la caméra positionnée sur le poste de livraison proche de l'éolienne n°1 (LCM01), ou bien par un mainteneur dépêché sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2016, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant des garanties financières indiqué à l'article 3, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.
Constats : L'acte de cautionnement en cours a été transmis à l'inspection. Il couvre la période du 01/08/2020 au 31/07/2025. L'engagement de cautionnement sera à renouveler et actualiser le cas échéant, puis à transmettre avant cette échéance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Voies d'accès et abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès et abords
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

<p>Constats :</p> <p>Les voies d'accès sont suffisamment carrossables et permettent l'intervention des services de secours. Néanmoins, la météo actuelle et la campagne betteravière en cours ont rendu le chemin ponctuellement plus difficilement praticable en véhicule léger. L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de les entretenir régulièrement.</p> <p>Les plateformes sont entretenues, un contrat est établi avec un prestataire, il définit notamment un nombre de passages annuel. Le jour de la visite, un piquet en bois obsolète juchait le sol de la plateforme de l'éolienne n°3 (LCM03). L'exploitant l'a alors immédiatement évacué dans son véhicule.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le balisage est en fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements visités sont maintenus fermés à clé et sont équipés d'alarmes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Identification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>« Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent</p>

<p>notamment :</p> <p>« - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</p> <p>« - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</p> <p>« - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</p> <p>« - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les panneaux rappelant aux tiers les différentes mises en garde ainsi que les numéros d'urgence sont présents au niveau de chaque plateforme.</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro lisible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>L'intérieur du poste de livraison ainsi que le pied du mât de l'éolienne n°3 (LCM03) sont propres et libres de tout entreposage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs présents dans le poste de livraison ainsi qu'en pied de mât de l'éolienne n°3 (LCM03) ont notamment été vérifiés respectivement en mars et avril 2024, ils sont visibles et accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>